



# ASSEMBLÉE NATIONALE

## 8ème législature

### Denationalisations

Question écrite n° 37284

#### Texte de la question

M Jean-Pierre Chevenement attire l'attention de M le ministre d'Etat, ministre de l'economie, des finances et de la privatisation, sur les activites de la Generale Occidentale. En effet, l'un des premiers actes de la CGE privatisee fut de racheter, avant la secousse boursiere du 19 octobre et dans des conditions peu claires pour les actionnaires, la Generale Occidentale. Il lui demande tout d'abord a quelles considerations de politique industrielle a obei le rachat d'activites (les Presses de la Cite, l'Express) fort eloignees des poles d'interet traditionnels de la CGE (energie, transports, telecommunications) et quel en est le bilan financier. Par ailleurs, le fait que la CGE ait ete privatisee ne peut conduire l'Etat a se desinteresser de son action. Il lui demande donc egalement des precisions aussi bien sur le bilan a dresser de l'acquisition de la Generale Occidentale des ventes de certains de ses actifs (participation dans Grand Union, vente de forets) et, d'autre part, sur les actions recentes de cette derniere et notamment le rapprochement des Presses de la Cite et du groupe CEP Communication. Il souhaiterait en particulier connaitre les projets de la Generale Occidentale dans le secteur audiovisuel, evoques recemment par son president, M Ambroise Roux. Plus generalement, il lui demande si la constitution par le groupe CGE d'un « tresor de guerre », evalue par la presse economique a quelque 19 milliards de francs, va servir a developper au sein du groupe l'investissement et la recherche dont le niveau reste inferieur a ceux de ses principaux concurrents (Siemens notamment) ou au contraire a favoriser de nouvelles operations de caractere speculatif.

#### Données clés

**Auteur :** [M. Chevènement Jean-Pierre](#)

**Circonscription :** - SOC

**Type de question :** Question écrite

**Numéro de la question :** 37284

**Rubrique :** Secteur public

**Ministère interrogé :** économie, finances et privatisation.

**Ministère attributaire :** économie, finances et privatisation.

#### Date(s) clé(s)

**Question publiée le :** 29 février 1988, page 854